

Tchisekedi et Kikwete attendus à l'investiture du nouveau président burundais

@rib News, 17/06/2020 – Source Agence Anadolu Le Président congolais Félix Tshisekedi et l'ancien Président tanzanien Jakaya Kikwete sont attendus au Burundi pour assister aux cérémonies d'investiture du nouveau président Evariste Ndayishimiye, prévues jeudi le 18 juin à Gitega, nouvelle capitale politique, a déclaré mercredi la radio nationale, Willy Nyamitwe, Conseiller à la présidence burundaise.

« Nous avons lancé plusieurs invitations aux différentes personnalités étrangères et le Président congolais Tshisekedi ainsi que l'ex-Président tanzanien Jakaya Mrisho Kikwete ont confirmé leur participation aux cérémonies d'investiture du nouveau Président », a-t-il déclaré. Les autorités burundaises s'attendent à une faible participation des chefs d'Etat et autres personnalités, à cause de la pandémie Covid-19 qui freine le transport aérien. « Vous savez le coronavirus ne favorise pas le mouvement des personnes invitées, sauf celles ayant leurs jets privés », a ajouté Willy Nyamitwe. Le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Ezéchiel Nibigira a déclaré qu'il a invité les diplomates et responsables d'ONG étrangères résidant au Burundi à assister à ces cérémonies. Le 20 mai dernier, le Burundi a organisé un triple scrutin (élection présidentielle, élections législatives et communales) sans observateurs étrangers ni journalistes indépendants. Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir, a été proclamé vainqueur de la présidentielle avec 68,72% des voix, contre 24,19% pour son adversaire Agathon Rwasa, leader du parti CNL. Agathon Rwasa a dénoncé de nombreuses irrégularités et fraudes massives mais son recours à la Cour constitutionnelle n'a rien changé. Le général Evariste Ndayishimiye devait prêter serment le 20 août prochain. Son investiture a été anticipée suite au décès de Pierre Nkurunziza, décès survenu le 8 juin à l'hôpital de Karuzi (100 km de Bujumbura vers le centre du Burundi). Au pouvoir depuis 2005, Pierre Nkurunziza ne s'était pas porté candidat à la présidentielle du 20 mai. Pourtant, la Constitution révisée en 2018 le lui autorisait. En 2015, sa candidature à un 3^e mandat présidentiel jugé illégal avait été suivie d'une grave crise sociopolitique sanglante.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});